



24 OCTOBRE 2014 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

Le service public, c'est notre richesse !

Suite aux nouvelles attaques de la Cour des Comptes visant la Fonction publique et plus particulièrement la Fonction publique territoriale, la Fédération CGT des Services publics dénonce cet acharnement politique et médiatique qui voudrait faire croire que les agents territoriaux seraient en grande partie responsables de la situation économique de notre pays et que nos collectivités territoriales jetteraient l'argent par les fenêtres.

La vérité doit être rétablie !

Le service public assure une diversité de missions au quotidien : crèches, écoles, entretien des infrastructures et espaces urbains, action sociale, routes, police municipale, formalités administratives, services d'incendie et de secours,... avec des fonctionnaires territoriaux formés, afin de répondre aux besoins de la population.

A l'instar de ce que nous avons connu avec les transferts des routes, des collèges et des lycées, la modification des rythmes scolaires nécessite des moyens supplémentaires en matière d'encadrement et de capacités d'accueil dans les structures petite enfance. Cela va entraîner de nouvelles responsabilités et des dépenses supplémentaires. De même, les reculs de l'Etat en termes de sécurité publique ont conduit au fort développement des polices municipales.

Rappelons aussi que les collectivités locales sont les premiers investisseurs publics en termes de développement économique : de nombreux emplois privés dépendent dans les territoires de ces investissements, sans lesquels le chômage serait encore plus important. *La Gazette* du 22 octobre 2014 fait état « d'un recul des dépenses d'investissement de 10,2 % pour les communes, de 5,6 % pour les intercommunalités et de 3,4 % pour les départements et les régions » et constate qu'« Un repli de cette importance est quasi inédit depuis une trentaine d'années ! ». L'emploi dans le secteur de la construction a reculé en 2013 d'1,9 % (28 000 postes en moins sur 1,5 million de salariés) après une baisse de 0,9 % en 2012. Selon le Collectif des associations citoyennes, 40 000 emplois pourraient disparaître dans le secteur associatif du fait de la baisse des dotations aux collectivités.

Relevons aussi que si l'on considère la période 1985-2011, on s'aperçoit que la croissance globale des effectifs des trois versants de la Fonction publique (+8 %) est inférieure à celles de la population (+15%) et de la population active (+13 %).

Alors que la population et ses besoins augmentent, le gouvernement se désengage de plus en plus fortement en matière de dotations. Les réductions budgétaires de 11 milliards d'euros d'ici à 2017 vont étrangler financièrement les collectivités. Ces économies se font au détriment des services publics et de leurs missions.

Le gouvernement fait le choix d'accorder 40 milliards d'euros au patronat entre Pacte de Responsabilité et Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, et ce sans contrôle et surtout sans effet sur l'emploi. En revanche, les dividendes distribués aux actionnaires ont flambé de 30,3 % entre 2013 et 2014, pendant que plus de 200 milliards d'aides et d'exonérations fiscales et sociales étaient accordées au patronat !

Le véritable objectif, identique à celui du précédent gouvernement, n'est autre que la libéralisation de pans entiers des services publics qui seraient ainsi livrés aux appétits financiers du patronat.

Refusons l'absurdité capitaliste ! Moins de services publics, moins d'agents au service du public c'est moins d'égalité, de fraternité et de solidarité. C'est remettre en cause les fondements de la République française qui a été pendant longtemps un modèle pour les démocraties du monde entier.

La CGT se prononce pour une autre répartition des richesses, qui permette un développement des services publics à la hauteur des besoins de la population.
